

*L'Adresse—M. Malone*

Gendarmerie royale à Camrose, en Alberta un samedi cet été. Mon appel a été intercepté et transféré à Red Deer. Quand j'ai raconté l'affaire à un de mes collègues à la Chambre des communes il m'a donné encore un meilleur exemple. A 4 heures du matin on surpris un homme qui battait sa femme. Un appel au secours a été adressé à la police. La téléphoniste a transféré l'appel à Kamloops, en Colombie-Britannique, soit à plus de 100 milles du lieu de l'incident. L'agent qui a reçu l'appel a dit qu'un agent de l'escouade locale s'en occuperait à 9 heures le lendemain, soit cinq heures plus tard.

Je ne soulève pas cette question parce que je me demande si la Gendarmerie royale devrait avoir d'autres heures de travail ou ne pas avoir de congé en fin de semaine. Je crois que ses heures de travail sont satisfaisantes en ce moment et nous reconnaissons tous que les agents devraient pouvoir prendre congé en fin de semaine. Toutefois, je signale que la population rurale se contente d'une protection policière que les citoyens ne toléreraient jamais. Si la protection policière n'est pas continue, elle est insuffisante.

Je voudrais parler un peu des différends ouvriers qui sont ordinairement un phénomène urbain et de leur répercussion sur les régions rurales au Canada. La plupart des gens qui ont suivi les grèves récentes à Thunder Bay et à Vancouver savent que les travailleurs veulent une augmentation de salaire. Bien des personnes pensent qu'ils la méritent, mais ils ne comprennent pas que lorsque les travailleurs et les manutentionnaires de céréales obtiennent davantage, les agriculteurs touchent moins. Littéralement, les céréaliers reçoivent le prix international, moins les frais. En d'autres termes, les frais d'administration, de manutention, d'expédition et de transport sont tous déduits.

• (1720)

De nos jours, dans tous les villages agricoles du Canada, les agriculteurs voient leur revenu diminuer chaque année depuis cinq ans et cette année, ils ont enregistré une diminution de 20 p. 100 par rapport à l'an dernier. C'est dans cette conjoncture que les travailleurs urbains exigent plus d'argent, même si cela signifie que les producteurs agricoles auxquels ils doivent leur emploi doivent accepter moins pour que les travailleurs touchent davantage. C'est un autre exemple qui met en évidence un phénomène sociologique favorisant les Canadiens qui habitent en ville par rapport à ceux de la campagne.

Je suis fier que mon gouvernement ait annoncé dans le discours du trône que l'on portera plus d'attention aux garderies. Les villes canadiennes ont besoin de plus de garderies, d'espace et de services ainsi que de fonds. Il n'existe pas de garderies dans les zones rurales canadiennes en dépit du fait que dans ma province, l'Alberta, 41 p. 100 des agriculteurs et de leurs épouses travaillent dans leur exploitation. Le milieu agricole présente plus de risques pour les jeunes enfants, à cause des produits chimiques, des machines et des animaux. Pourtant la conjoncture mondiale et les pressions économiques qui s'exercent sur les agriculteurs obligent 53 p. 100 d'entre eux, en moyenne nationale, à travailler maintenant en dehors de leur exploitation. Cependant, il n'y a toujours pas de garderies. Je suis satisfait de cette initiative et j'espère que ceux qui élaborent les lois et les initiatives se rappelleront que le Canada rural a autant besoin de garderies que nos villes.

Voici un dernier exemple, le prix des produits chimiques agricoles; je vais passer ensuite aux solutions qui me semblent les plus valables. Banvel et Dycleer sont deux marques d'un produit chimique. Le premier est utilisé par les agriculteurs et le deuxième par les municipalités. Dycleer est un produit chimique absolument identique à Banvel et pourtant il se vend 20 \$ moins cher. Il est illégal de l'utiliser en agriculture. Le fabricant concerné soutient que c'est une question d'emballage et de commercialisation. Pourtant, les entreprises de vaporisation aérienne achètent plus de produits chimiques que les municipalités, mais elles les paient plus cher quand même, simplement parce qu'elles sont classées comme des entreprises agricoles. Cette tendance doit cesser.

Posons l'hypothèse suivante: Vaudrait-il mieux pour le Canada que Toronto et Montréal deviennent aussi grandes que New-York? Serions-nous mieux si Vancouver et Halifax devenaient le Chicago et le Détroit du Canada? N'y a-t-il pas de limites à la croissance? L'intérieur du pays ne mérite-t-il pas qu'on s'y intéresse afin de lui insuffler une nouvelle vitalité?

A cause de l'expérience que j'ai vécue en Alberta, je crois qu'il est possible de réorienter la tendance actuelle vers l'intérieur du pays pour lui insuffler une nouvelle vitalité.

Vers le milieu des années 1970, le gouvernement de l'Alberta a décentralisé ses services pour injecter du sang neuf aux nombreuses localités qui battaient de l'aile. A titre d'exemple, lorsque le service des ressources hydrographiques est passé à Végréville et que la société de développement de l'Alberta a déménagé son siège social d'Edmonton à Camrose, on a apporté un peu d'air frais et de vitalité à ces localités. Rimbey est une ville de 600 habitants qui se trouve dans la circonscription du député de Wetaskiwin (M. Schellenberger). Parce que les bureaux provinciaux prévus dans le cadre des programmes de parcs nationaux sont situés dans cette localité, elle est bien mieux en mesure de survivre maintenant. Pourtant, il existe des régions en péril dans le centre-est de l'Alberta et dans le centre-ouest de la Saskatchewan qui réclament à cor et à cri l'attention réservée aux centres urbains; elles demandent qu'on réoriente maintenant cette attention vers les campagnes, plus près des populations à desservir.

Je pourrais poursuivre et donner maints exemples de discrimination, mais je veux parler des solutions que nous pourrions offrir.

Nous devrions d'abord décentraliser les services gouvernementaux dans la mesure du possible. Ainsi, la Société du crédit agricole pourrait déménager son siège social à Honna, en Alberta, pour éviter que cette région se vide maintenant qu'elle n'est plus un centre ferroviaire. Puisqu'elle a perdu sa vocation industrielle, elle a besoin qu'on lui injecte une ressource pour se revitaliser.

Je demande, un peu à la blague, pourquoi la Société canadienne des postes ne réinstallerait pas son siège social à Come-By-Chance, à Terre-Neuve? Il serait logique de choisir un endroit dont le nom évoque l'incertitude. Ce déménagement favoriserait la reconstruction rurale, et les Canadiens sauraient que la Société est à la bonne adresse.

La Division de la santé des animaux du ministère de l'Agriculture pourrait peut-être être réinstallée à Innisfail, en Alberta? La direction de l'horticulture ne pourrait-elle pas être